

**Avenant n° 1-2022 à la Convention-cadre n° 2018-007**  
pour l'exercice des missions facultatives incluant le « socle commun de compétences »  
confiées par le bénéficiaire au Centre de Gestion de la fonction publique territoriale  
des Alpes-Maritimes (CDG06)  
dans le cadre de l'article L452-39 du code général de la fonction publique

**ENTRE,**

**Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Alpes Maritimes (CDG06)**, siégeant 33 avenue Henri Lantelme – Espace 3000 – CS70169 – 06705 Saint-Laurent du Var, représenté par son Président, Philippe PRADAL, agissant en cette qualité conformément aux délibérations n° 2017-16 et n° 2021-44 des Conseils d'Administration en date du 5 juillet 2017 et du 26 novembre 2021.

*Ci-après dénommé « **le CDG06** » d'une part,*

**ET,**

**La Mairie de Grasse**

Siégeant à l'Hôtel de Ville, place du Petit Puy 06130 Grasse  
représentée par Madame Valérie COPIN, 1<sup>ère</sup> Adjointe déléguée aux Ressources Humaines  
conformément à la délibération lui donnant délégation en date du .....

*Ci-après dénommée « **le bénéficiaire** » d'autre part,*

il est convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'article 4.1 (*Contribution au titre du « socle commun de compétences »*) de la convention initiale est modifié comme suit :

« En application de l'article L452-26 du code général de la fonction publique, le bénéficiaire contribue au financement du « *socle commun de compétences* » dans la limite d'un taux fixé par la loi et du coût réel des missions.

Ce taux a été fixé, aux termes de la délibération n° 2021-44 du 26 novembre 2021, à :

- 0.080 % de la masse salariale pour les collectivités et établissements jusqu'à 700 agents ;
- 0.037 % de la masse salariale pour les collectivités et établissements de plus de 700 agents.

Pour la bonne application de ces dispositions, le bénéficiaire veillera à ce que le service en charge de l'application du taux idoine procède au paramétrage du logiciel paye.

Cette cotisation est assise sur la masse des rémunérations versées aux agents relevant de la collectivité ou de l'établissement telles qu'elles apparaissent aux états liquidatifs mensuels ou trimestriels dressés pour le règlement des charges sociales dues aux organismes de sécurité sociale, au titre de l'assurance maladie. ».

Fait à Saint Laurent du Var, le ....

*Dressé en trois exemplaires originaux*

**Pour le bénéficiaire**

**La 1<sup>ère</sup> Adjointe déléguée aux Ressources Humaines**

**Valérie COPIN**

**Pour le CDG06**

Le Président

Philippe PRADAL